



Éditorial



UN PALIMPSESTE

L'actuelle crise financière nous inquiète. Car elle est aussi sociale par ses conséquences. Elle est politique, car elle révèle les lacunes de notre gouvernance mondiale. Elle est écologique tant elle manifeste le rapport faussé que nous avons avec notre environnement et notre écosystème. Nous devrions nous comporter à l'égard de la planète en gérants ou en jardiniers et non comme une bande de prédateurs. Cette crise est anthropologique, tant elle manifeste que le virus de notre malaise est logé dans les rapports que les êtres humains entretiennent avec leurs semblables, avec leur environnement et avec eux-mêmes.

Temps de crise. Au point que certains soulèvent la question radicale : l'humanité est-elle engagée sur un chemin d'autodestruction ? De comportements suicidaires ? Posons la question d'une manière positive : quelles sont les conditions de survie de l'humanité ?

Il y a cinquante ans, L.-J. Lebret avait écrit un livre au titre évocateur : *Suicide ou survie de l'Occident ?* Ce penseur non conformiste, contemporain de la grande crise de 1929, des totalitarismes nazi et soviétique, d'une technologie militaire triomphante à Hiroshima, ce visionnaire peut-il nous apporter quelque lumière ?

Yves Berthelot, président du Réseau pour une économie humaine, a fait le pari que l'intuition et certaines idées ou phrases de l'ouvrage *Suicide ou survie de l'Occident* pouvaient nous donner à penser aujourd'hui. Sur le parchemin effacé ou usé du livre de Lebret, Yves Berthelot a écrit un texte nouveau en y intégrant les phrases encore lisibles du manuscrit original. C'est ce palimpseste qu'il nous est donné de lire ici. Pour préparer l'avenir.

Antoine Sondag

antoine.sondag@lebret-irfed.org

Suicide ou survie de l'humanité ?

par Yves Berthelot*

Lors du colloque de Caen, *Vers une Économie humaine*, dont il est parlé plus loin dans un encadré de cette revue, Yves Berthelot a fait une intervention sous le titre *Suicide ou survie de l'humanité ?* Il s'agit évidemment d'un écho, d'un prolongement, d'une actualisation du livre de Lebret paru quasiment sous le même titre.

Se réapproprier les intuitions des penseurs critiques du passé pour éclairer notre présent et mieux préparer l'avenir. C'était l'ambition du colloque de Caen. C'est aussi la nôtre en publiant ce texte.

Le thème du colloque, *Vers une économie humaine, Pensées d'hier pour aujourd'hui*, invite à se demander ce que les cinq penseurs d'hier, Desroche, Lebret, Lefebvre, Mounier, Perroux diraient aujourd'hui. Dans cet esprit, l'exercice présenté ci-dessous s'inspire de la conclusion de l'ouvrage principal de Louis-Joseph Lebret, *Suicide ou survie de l'Occident ?*¹, publié en 1958, et lui emprunte sa structure, des idées et quelques unes de ses phrases.

L'actualité des crises du capitalisme et le rééquilibrage des pouvoirs dans le monde auraient autorisé à s'interroger à nouveau sur la survie de l'Occident. Cependant, la perspective de long terme dans laquelle Lebret aimait se placer incite à penser que, aujourd'hui, il se serait intéressé à la survie de l'humanité. D'où le titre de cet essai : *Suicide ou survie de l'humanité ?*

LES MENACES

« Parvenu au terme d'une analyse [...] aussi objective que le permet la documentation sérieuse dont on

¹ LEBRET Louis-Joseph, *Suicide ou survie de l'Occident ?*, Les éditions ouvrières, Paris, 1958

peut actuellement disposer, nous ne pouvons échapper à l'effroi »². Effroi devant la faim qui persiste, les terres qui s'appauvrissent, la biodiversité en déclin, les inégalités qui se creusent et les sociétés qui se crispent. Certes. Mais effroi plus grand encore devant le refus général, non pas d'en rechercher les causes, mais, les connaissant, de tenter sérieusement d'y remédier.

La faim et la malnutrition

En 1958, « les trois quarts de l'humanité [étaient] affamés ou mal alimentés », soit 2 milliards d'individus, pour une population mondiale de 2,8 milliards. Aujourd'hui, les chiffres sont du même ordre, 1 milliard de mal nourris et 1 milliard de personnes qui souffrent d'une faim chronique. C'est à la fois un succès puisque le total n'augmente pas alors que la population mondiale s'est accrue de 4,2 milliards et un échec intolérable. Et, aussi, un paradoxe puisque les trois quarts de ceux qui ont faim sont des paysans³.

² Dans le texte les citations sans référence sont toutes extraites des pages 363 à 369 de *Suicide ou survie de l'Occident ?*

³ Les causes de ce paradoxe sont connues : soumis à la concurrence de produits importés à bas prix et incapables d'investir pour accroître leurs rendements, ils

* Yves Berthelot, ancien secrétaire général adjoint de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement) et ancien secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe (CEE-ONU), est président du Réseau international pour une Économie humaine, et de l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT).

Regardant vers le futur, les spécialistes s'accordent à penser que la terre pourra produire de quoi nourrir 9 milliards d'hommes en 2050, voire plus de 10 à la fin du siècle. Malheureusement l'histoire des cinquante dernières années indique que cela ne garantit pas que tous puissent manger à leur faim.

Les habitants des villes, jusqu'ici relativement épargnés, constituent désormais plus de la moitié de la population mondiale et sont de plus en plus dépendants des importations alimentaires. Leurs prix sont soumis à des fluctuations que les aléas climatiques et la financiarisation des marchés des matières premières vont rendre plus amples et plus fréquentes. Les pauvres des villes connaîtront plus fréquemment la faim.

Les luttes pour la terre

Les paysans, quant à eux, sont de plus en plus victimes de l'accapement des terres, phénomène qui s'intensifie avec l'achat ou la location à long terme de vastes étendues de terres agricoles par des gouvernements désireux de s'assurer des approvisionnements pour nourrir leur population, par des investisseurs privés qui, prévoyant une hausse des prix des produits alimentaires et des carburants, veulent pouvoir en tirer profit, par des spéculateurs, enfin, qui, anticipant la rareté des terres agricoles, en achètent pour pouvoir les revendre avec profit. Après « les usuriers », les spéculateurs « se sont emparés de l'exploitation » des petits paysans. Les gouvernements de pays vendeurs, souvent motivés par des intérêts de court terme, signent des contrats peu transparents et très flous sur les obligations des investisseurs tant vis-à-vis des paysans qui occupaient les terres que sur les précautions environnementales minimums pour ne pas polluer les cours d'eau ou les exploitations traditionnelles voisines et maintenir la fertilité des sols. Que ce soit parce qu'ils ne peuvent nourrir leur famille de leur travail de la terre ou parce qu'ils sont chassés par ceux qui accaparent leurs terres, l'exode des paysans continue : « Pour vivre, il faut partir, dû-t-on mourir sur la route ».

doivent vendre une part croissante de leur production pour faire face aux dépenses de base (habillement, logement, santé, éducation, transport, impôts) et ne peuvent garder de quoi nourrir suffisamment leur famille. Soucieux d'approvisionner les villes à bas prix pour éviter des troubles et soumis aux pressions des institutions internationales et des pays exportateurs, les gouvernements des pays importateurs pauvres n'osent pas protéger leurs paysans en élevant les droits de douane.

Déséquilibre des écosystèmes

Résultat d'une évolution qui s'est étendue sur plus de trois milliards d'années, l'équilibre complexe des interactions - faites de coopération de compétition et de symbioses - entre espèces vivantes et écosystèmes est remis en cause par l'action de l'homme.⁴ L'eau, si essentielle à la vie que l'ONU considère l'accès à une eau salubre comme un droit de l'homme, est de plus en plus polluée par les rejets non contrôlés de l'industrie et l'abus des engrais et pesticides chimiques dans l'agriculture. Faute d'eau en quantité suffisante, les tensions se multiplient pour le partage de l'eau entre paysans et éleveurs, entre habitants des villes et industries qui les entourent, entre pays riverains d'un même fleuve ou d'un même lac.

Sauf exceptions trop rares, l'homme moderne peine à prendre conscience de son impact sur les équilibres de la nature, il s'y refuse même parfois préférant trouver des causes extraterrestres aux évolutions qui pourraient l'obliger à remettre en question son modèle économique et son mode de vie.⁵

Cette difficulté à changer ses habitudes explique que les engagements pris lors des Sommets de la terre successifs n'ont été que très partiellement tenus. Au rythme actuel⁶, d'ici la fin du siècle, des centaines de millions d'hectares de forêts auront disparus et la température aura augmenté de plus de 3 degrés entraînant des périodes de canicule plus nombreuses et des tornades plus violentes, de fortes précipitations et des inondations, la disparition sous les eaux des terres littorales et des deltas, la désertification des terres déjà arides, le déplacement des zones de culture et la réduction de la

4 Déforestation, assèchement des zones humides, emprise des villes, des infrastructures, exploitations minières, rejets massifs de dioxyde de carbone entraînent désertification, changements climatiques, disparition d'espèces, réduction des surfaces cultivables et appauvrissement des terres. Dans le domaine agricole, l'hybridation puis la modification du patrimoine génétique de certaines plantes (OGM) ont peu ou pas accru les rendements selon les études indépendantes les plus récentes et ont fait négliger des espèces de plantes autrefois cultivées au risque de réduire la diversité et donc la sécurité alimentaire. La surpêche quant à elle a déjà fait disparaître 8% des espèces et en menace 50%.

5 La responsabilité de l'homme dans le réchauffement climatique, par exemple, est confirmée par la rapidité du réchauffement que ne peuvent expliquer les facteurs externes et la très forte corrélation entre le réchauffement mesuré et les émissions de gaz à effet de serre.

6 Depuis 1992, 300 millions d'hectares de forêts ont disparu et les émissions de CO₂ ont augmenté de 36%, provoquant une décroissance de la biodiversité de 12%, une hausse moyenne des températures de 0,4 °C et une montée du niveau des océans de 2,5 mm par an.

biodiversité. Tout cela aboutira à jeter hors de chez eux des centaines de millions de réfugiés écologiques que personne ne sera prêt à accueillir.

L'accroissement des inégalités

En 25 ans, la part de la population mondiale vivant avec moins de 2,5 dollars par jour est passée de 60 à 40%, un progrès essentiellement dû à la Chine et à l'Inde. Un progrès qui s'est, malheureusement, accompagné d'un accroissement des écarts entre les revenus les plus hauts et les revenus les plus bas dans l'ensemble du monde⁷. La répartition des actifs est encore plus inégalitaire : 2% des adultes les plus riches possèdent 51% des actifs mondiaux, alors que la moitié la plus pauvre des adultes n'en possède que 1%.

« Qui réfléchit seulement sur le terrible amoncellement des statistiques peut garder le cœur froid et élaborer sans angoisse les théories de la croissance ».

Mais celui qui est conscient du malheur des paysans incapables de vivre dignement de leur travail, des pauvres des villes et des basses plaines qui n'ont pas les moyens de se prémunir contre les aléas climatiques et les inondations, des enfants, des femmes et des hommes obligés d'accepter des emplois avec des rémunérations qui ne leur permettent que de survivre parce que d'autres plus démunis encore les accepteraient, celui-là devrait s'émouvoir, se sentir solidaire et s'indigner des rémunérations, bonus et stock options que s'octroient ou réclament certains dirigeants et traders. Mais en réalité, combien ne sont « guère [...] plus émus qu'à dépouiller les statistiques ? »

LES PRISES DE CONSCIENCE

« Le plus grand mal du monde n'est pas la pauvreté des démunis mais l'inconscience des nantis. Or il se trouve que la conscience des démunis est en éveil. L'ère de la passivité des masses est en déclin. L'alphabétisation, la presse, la radio, [la télévision, Internet] l'ostentation des couches dirigeantes [...] font percevoir à ceux qui n'ont pas assez qu'il existe une fraction de l'humanité qui a trop ».

7 Au sein de l'OCDE « les inégalités de revenu se sont creusées, au moins depuis le milieu des années 80 et probablement depuis le milieu des années 70 » OCDE [2008], *Croissance et inégalités : distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*, OCDE, Paris, p.2

Cette prise de conscience des injustices et des inégalités de tous ordres se traduit différemment selon les pays et les circonstances : changements de majorité dans les pays démocratiques et, parfois, révoltes, trop souvent violentes et lâches, sans autre projet que de manifester un rejet de la société ; refuge dans l'intégrisme religieux de ceux qui se sentent marginalisés et sont à la recherche d'une identité et d'une reconnaissance sans se rendre compte qu'ils sont manipulés par des personnes, des groupes, des intérêts ou des pays avides de pouvoir ou d'influence ; mouvements de peuples qui veulent faire valoir leurs droits et se dressent contre les dictatures suscitant l'espoir et démontrant qu'il n'est pas de fatalité à l'oppression ; courage de ceux qui en Chine, en Russie et ailleurs dénoncent les abus et les injustices au risque de leur liberté ou de leur vie, ils sont le ferment de futures révolutions.

Les défis du *vivre ensemble*

Au delà des rapports toujours difficiles et, trop souvent, violents entre l'État et les citoyens, l'inquiétant pour l'avenir est la difficulté croissante que les différents groupes, quels que soient les critères qui les constituent, ont à vivre ensemble, et ce sur tous les continents, sous toutes les latitudes.

Au débat courant entre catégories socio-professionnelles se sont ajoutées les oppositions entre catégories basées sur la race ou la religion. Les mots qui divisent ont fleuri : fondamentalisme qui refuse le débat sur l'interprétation des textes, prétend détenir la vérité absolue et rejette ceux qui ne partagent pas les mêmes convictions ; intégrisme qui refuse toute évolution et qui dans le langage courant est devenu synonyme de sectarisme et de terrorisme ; communautarisme qui désigne les tendances à la fermeture sur sa propre communauté et à la défiance à l'égard des autres communautés.

Ces blocages, ces divisions et ces repliements conduisent à des violences qui vont bien au delà des victimes et de leur entourage immédiat. Ce sont les esprits et tout le corps social qui se trouvent affectés par la peur des différences et les intransigeances et, comme toujours, ce sont les populations pauvres, les femmes et les enfants qui sont le plus touchés.

Mais voir dans les différences culturelles ou religieuses la cause de ces maux serait faire fausse route car

il s'avère que les conflits identitaires et religieux prospèrent d'autant plus que les réponses séculières perdent leur crédibilité en ne s'attaquant pas à la misère, aux inégalités et à l'injustice.

Incapacité à vivre ensemble, inégalités, détérioration des équilibres écologiques, compétition pour l'accès à l'eau et aux matières premières, faim, autant de risques de violences, de guerres civiles ou de conflits internationaux qui ne sont pas inévitables. Ils sont en grande partie le résultat combiné des excès du libéralisme, avec, particulièrement, la financiarisation de l'économie, et du désir de tous les hommes d'avoir plus.

Les dérives du libéralisme

Nombreux sont ceux qui dénoncent les dérives du libéralisme et leurs méfaits, plus rares sont ceux qui voient dans l'avidité non maîtrisée de l'homme et dans son impatience à satisfaire ses désirs une menace pour l'avenir de l'humanité. L'humanité « se suicide à force d'être court[e] ».

Nul ne doute plus des impulsions créatives des forces du marché. La libéralisation de l'économie dans l'ensemble du monde a facilité l'initiative, l'investissement et l'échange et a été source de croissance, de production de biens et de services.

Cependant, l'absence dans de nombreux pays de mécanismes de redistribution ou leur affaiblissement dans d'autres accroissent les inégalités.⁸

En même temps, la financiarisation de l'économie, facilitée par les dérégulations, a permis à un petit nombre de s'enrichir considérablement en peu de temps tandis qu'elle a provoqué de nombreuses crises : manque de liquidités paralysant des économies solvables en conséquence de transferts rapides de capitaux à court terme en quête de meilleurs placement ; formation de bulles spéculatives suite à la titrisation des risques dont l'explosion fait s'effondrer les bourses et prive l'économie de moyens financiers ; augmentation de l'amplitude et de la fréquence des fluctuations des cours des matières aggravant l'incertitude pour les producteurs et les utilisateurs.

Ces dérives résultent de l'abandon progressif des règles qui avaient

⁸ Dans les pays de l'OCDE, où, depuis le milieu des années 1990, la fiscalité sur les hauts revenus a été allégée et où les transferts ont été moins nettement ciblés vers les plus pauvres, les inégalités se sont aggravées.

évité les crises systémiques dans le monde capitaliste après la deuxième guerre mondiale. En adopter de nouvelles qui soient adaptées au progrès technique et à la mondialisation se heurte à la résistance de ceux qui ont bénéficié de la dérégulation et à la difficulté de concilier les intérêts divergents des pays.

Des crises qui se sont succédées, on peut retenir que laisser les marchés s'autoréguler est inefficace et coûteux, que la recherche privée de gains à court terme concentre les bénéfices, que l'État a un rôle clé à jouer pour réduire les inégalités, orienter le développement et mobiliser les ressources nécessaires pour répondre aux crises systémiques. Si la volonté politique manque, tant au niveau des États qu'au niveau international, pour prendre les mesures nécessaires afin de réduire les inégalités et de réguler les marchés, le besoin de telles mesures est largement reconnu et leur contenu a fait l'objet de discussions approfondies dans de nombreuses enceintes.

Les illusions de la consommation

Par contre, il est trop volontiers oublié que les modèles de consommation imposés par la publicité, l'imagination des producteurs et le désir d'imiter les plus fortunés ne sont pas un gage d'épanouissement et ne sont pas compatibles avec la vie sur cette terre de plus de sept milliards d'individus - n'a-t-on pas calculé que, si tous jouissaient du mode et du niveau de vie moyen des pays de l'OCDE, il faudrait trois terres pour les faire vivre ? Sans doute, « l'avidité de l'avoir » est-il un moteur puissant de l'économie et « l'accès à la jouissance de biens superflus [est-il devenu] progressivement l'objectif des masses » dans l'ensemble du monde.

Le baromètre faussé de la croissance

La croissance résultant d'une incessante augmentation de la demande de biens matériels conduit à une impasse. En effet, « le fait de donner la primauté aux biens dont la valeur s'exprime en signes monétaires fait mépriser les biens réels, [justice, solidarité, éducation, culture, cohésion sociale, équilibre entre le travail et la vie privée], qui conditionnent, autant que les biens matériels, l'épanouissement humain ». La croissance de l'avenir doit être celle qui promeut « tout homme et tout

PENSEES CRITIQUES D'HIER POUR AUJOUR'HUI

Dans le contexte actuel de chaos financier et social, certains s'interrogent sur les réponses à apporter à cette crise. Or, la première grande crise du XX^e siècle, celle de 1929, avait ouvert le champ à de nombreux intellectuels non conformistes à la recherche d'un autre modèle d'organisation sociale.

Un colloque à Caen en juin 2012 a croisé les démarches et les méthodes de certaines personnalités de cette génération, aux apports intellectuels avérés : Henri DESROCHE (1914-1994), Louis-Joseph LEBRET (1897-1966), Henri LEFEBVRE (1901-1991), Emmanuel MOUNIER (1905-1950) et François PERROUX (1903-1987).

Au carrefour de la mémoire, de l'analyse historique et de la prospection critique, le colloque de Caen a esquissé une actualisation de ces pensées critiques. Le Réseau international pour une économie humaine, situé dans l'héritage de l'un de ces penseurs d'hier, est l'un des instituts organisateurs de cette manifestation.

Résultats du colloque et publication des actes à venir :
<http://isma.perroux.free.fr/VEH>

l'homme ». ⁹ « La civilisation du "plus avoir" [...] n'est qu'un "ersatz" de civilisation qui multiplie indéfiniment ses propres contradictions. La civilisation à promouvoir ne peut être que la civilisation du "plus être" dans l'équitable distribution de l'avoir ».

VERS UNE ÉCONOMIE HUMAINE

L'économie humaine est une composante de la civilisation du « plus être ». En tant que science et technique, elle est la discipline du « passage pour chaque population et couche de population, d'une phase moins humaine à une phase plus humaine, au rythme le plus rapide possible, au coût le moins élevé possible, compte tenu de toutes les solidarités entre populations » ¹⁰.

Typologie des besoins

Elle a pour fin de répondre aux besoins de l'homme pris individuellement et dans les collectivités auxquelles il appartient. Pour l'économie humaine, les biens et les services se répartissent entre ceux qui répondent aux besoins primaires de nécessité et de dignité, aux besoins secondaires ou de confort et aux besoins tertiaires ou de dépassement.

Cette répartition ne saurait être rigide, car certains biens ou services changeront de catégorie et d'autres apparaîtront au fur et à mesure que la société évoluera. Mais, elle donne

⁹ Paul VI, 1967, Encyclique *Populorum progressio*, paragraphe 15, encyclique dont JL Lebreton est un des principaux auteurs. Il s'inspire ici d'une formule de François Perroux.

¹⁰ L.-J. Lebreton donne dans *Suicide ou survie de l'Occident*, une ébauche de la définition de l'économie humaine qu'il développera en 1961 dans *Dynamique concrète du développement*, Ed. Économie et Humanisme et Editions Ouvrières, Paris, p.40.

des priorités. L'État a la responsabilité de mettre en place des institutions et de suivre des stratégies qui permettent à tous de pouvoir satisfaire leurs besoins primaires et d'avoir la liberté et la possibilité de satisfaire leurs besoins tertiaires, c'est-à-dire de se dépasser ; l'entreprise quant à elle est efficace pour pourvoir aux besoins secondaires.

Les Droits économiques, sociaux et culturels (DESC)

Les objectifs de l'économie humaine se retrouvent dans le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et dans le Pacte relatif aux droits civils et politiques, adoptés par l'ONU en 1966, qui définissent comme des droits la satisfaction de nombreux besoins primaires et tertiaires. Les États qui les ont ratifiés ont l'obligation de les mettre en œuvre en priorité et, les plus riches d'entre eux, celle de coopérer à leur réalisation dans les pays plus pauvres. Ces Pactes donnent aux citoyens la responsabilité et le pouvoir de se comporter en détenteurs de droits. Si les droits civils et politiques sont connus des citoyens et ont souvent été à la base de leurs revendications, les droits économiques sociaux et culturels sont moins connus et les États sont de facto réticents à les considérer comme tels.

L'Économie sociale et solidaire

L'économie humaine ne se limite pas à classer les biens et services en fonction de leur contribution à satisfaire les besoins de l'homme dans ses diverses dimensions, elle se préoccupe aussi de la manière de produire. L'économie humaine ne propose « pas une économie humanisée par l'extérieur, mais une économie

qui, par elle-même, secréterait les conditions de l'épanouissement humain » ¹¹. Sans rejeter les formes de production capitaliste, elle trouve dans l'économie sociale et solidaire et dans l'agriculture paysanne des expressions qui contribuent à l'épanouissement de ceux qui y participent.

L'entreprise de l'économie sociale et solidaire, entreprise associative ou coopérative, s'appuie sur des investissements participatifs, financiers ou non, et donne la primauté au capital humain sur le capital financier, les décisions de gestions étant prises entre tous les acteurs internes à l'entreprise et le choix des services et bien produits s'effectuant en concertation avec les clients ou utilisateurs. Les concertations qu'elle crée au sein et autour de l'entreprise font de tous ceux qui y sont impliqués des acteurs solidaires et des citoyens actifs qui peuvent, entre autres, faire émerger le souci de l'environnement même s'il n'est pas inscrit a priori dans le projet de l'entreprise.

L'économie sociale et solidaire coexistant avec des entreprises capitalistes et rendant des services que l'État ne rend pas ou ne rend plus, elle peut être considérée soit comme un complément couvrant les espaces que ces deux acteurs ne couvrent pas soit, dans une perspective plus politique, comme un modèle alternatif au modèle capitaliste existant.

L'agriculture paysanne

L'agriculture paysanne ou familiale est la manière durable de nourrir l'humanité. Certes l'agriculture industrielle a montré son efficacité et tout montre que c'est sur elle que comptent les gouvernements et les investisseurs. Elle bénéficie de l'essentiel des recherches qu'elle oriente et qu'elle finance en partie ; elle bénéficie, aussi, de l'accaparement des terres soit qu'elle achète elle-même des surfaces cultivables soit que les États ou les financiers leur confient celles qu'ils ont acquises.

Mais, elle est très polluante, destructrice de la biodiversité, gourmande en énergie et en eau. Enfin, avec l'agro-industrie, elle est partie d'un système économique qui ne sait pas répondre à la demande non solvable et marginalise les petits paysans, les poussant à l'exode vers les villes. Elle n'est pas durable, ni socialement, ni pour des raisons environnementales - on observe

¹¹ L.-J. Lebreton, *Exigences et conditions d'une nouvelle civilisation*, in *Cahiers de la Fraternité Saint Dominique - Dakar, Foi et Culture*, Dakar, 1957

d'ailleurs sur les terres appauvries par la surexploitation un début de tassement des rendements.

L'agriculture paysanne est à l'inverse potentiellement capable de nourrir l'humanité sans détruire la biodiversité et en enrichissant les sols pour peu que les États aient individuellement le courage d'aller à l'encontre des intérêts de l'agro-industrie et de la grande distribution, comme d'ailleurs, des habitudes des consommateurs, et aient collectivement la volonté de développer les recherches dans le domaine de l'agro-écologie et d'assurer la dissémination des résultats obtenus.

L'agro-écologie demande une bonne connaissance du terrain, est exigeante en main d'œuvre et accroît les rendements sans apport d'intrants extérieurs coûteux. Elle est donc particulièrement adaptée à l'exploitation familiale et est de nature à freiner l'exode rurale en accroissant les revenus des paysans. L'agriculture familiale contribue à construire une économie humaine parce qu'elle valorise le paysan qui applique les résultats de la recherche à sa terre, lui permet de rester sur sa terre et de développer des relations directes avec les consommateurs urbains. Elle est de nature à renforcer ainsi le tissu social.

Le prix ne fait pas la valeur

L'économie humaine doit opérer de façon à ce que les générations futures jouissent d'une terre viable. Or, ceci est compromis par la réduction de la biodiversité du fait de l'action de l'homme. Donner un prix aux services gratuits que rend la nature (pollinisation, photosynthèse, dégradation des déchets par les bactéries, cycle de l'eau, ...) et faire payer ceux qui détruisent les insectes, les plantes ou les milieux qui rendent ces services afin de dégager des ressources qui serviront à effectuer des investissements moins polluants est dans la pure logique du capitalisme, pas dans celle de l'économie humaine.

C'est partir, en effet, du postulat que l'homme n'attache de la valeur qu'à ce qui a un prix, un propriétaire et rapporte des profits, ce qui est à l'évidence faux. C'est, aussi, prendre le risque que les capitaux dégagés en achetant des « droits à détruire » alimenteront la spéculation autant qu'ils serviront à faire des investissements « verts », comme cela s'est passé avec la taxe carbone. C'est, enfin, se décharger sur le marché de responsabilités que les États n'ont pas le courage d'assumer.

Le besoin de normes

Il appartient aux États d'imposer des normes sur les consommations de matières premières qui deviennent rares, le recyclage des déchets, sur les émissions et les rejets de produits nocifs, sur le bilan thermique des bâtiments, de donner des incitations et d'imposer des amendes.

Pour peu que les règles soient claires, stables, fermement et universellement appliquées, les entreprises investiront pour développer et mettre en œuvre des technologies propres. Cela stimulera pour un temps la croissance, mais cela ne suffira pas à construire une économie durable. Il faudra que la demande des populations, les besoins primaires satisfaits, s'oriente vers des activités et relations qui enrichissent l'esprit. Cela demande de repenser l'éducation, de faire prendre conscience aux enfants et aux citoyens de la valeur des mécanismes de la nature et du coût énorme des catastrophes et des ajustements qui seront nécessaires demain s'ils ne sont pas respectés aujourd'hui. Cela demande à être attentif à toutes les tentatives d'économie durables qui s'essayeront de par le monde.

UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

L'économie humaine peut sauver l'humanité du suicide. Pour réussir, elle a besoin d'une bonne gouvernance du niveau local au niveau mondial dans le respect du principe de subsidiarité et d'une vision pour l'humanité dans le respect sa diversité et de ses interdépendances multiples.

La fin du Nord-Sud et l'ONU

Vu dans son ensemble, le monde a beaucoup changé depuis le début de ce millénaire où l'hégémonie américaine semblait assurée et où, dans les enceintes internationales, le débat se structurait autour du clivage Nord-Sud. Cette dichotomie a perdu de son sens et devient mauvaise conseillère. L'emploi du concept « Sud », rassurant pour le « Nord », auquel il donne un sentiment de supériorité et une bonne conscience lorsqu'il apporte une aide, est trompeur car il fait oublier, justement, que les forces ont changé. Il n'y a plus aujourd'hui un bloc de pays riches et un bloc de pays pauvres, mais un continuum du pays le plus riche au pays le plus pauvre avec dans tous de grands écarts de revenus. Les vieux pays industrialisés



L'ÉCONOMIE HUMAINE, RESPONSABILITÉ INCONTOURNABLE DE L'HUMANITÉ AUJOURD'HUI

Voilà plus de 40 ans que le Club de Rome tirait la sonnette d'alarme : les ressources de la Planète s'épuiseront dans un futur proche si l'on ne freine pas la croissance économique.

Malgré toutes les évidences présentées par les scientifiques, les privilégiés des pays riches et ceux des pays que l'on appelle émergents se refusent à changer leur style de vie. Pire, au travers des mécanismes publicitaires du marché, ils vendent aux pauvres l'illusion d'atteindre un jour ce confort matériel.

Confier à la logique de marché les décisions qui appartiennent de droit aux peuples – concernant l'éducation, la santé, l'emploi digne, l'accès à la terre cultivable – contribue à concentrer le pouvoir dans les mains d'une élite chaque fois plus réduite.

La crise qui affecte aujourd'hui l'Europe, et qui s'étend sur le reste du monde, a montré que nul n'est à l'abri du pouvoir financier. Ce dont nous avons souffert en Amérique latine, avec les recettes du FMI (Fonds monétaire international), s'applique aujourd'hui sans pudeur aux pays méditerranéens. La même recette entrainera les mêmes souffrances inutiles.

Telle est la logique de l'accumulation capitaliste et rien ne changera si nous ne réussissons pas à rendre aux plus défavorisés ce qui leur appartient en tant que personnes : être les maîtres de leur propre futur et de celui des générations qui nous succéderont sur cette Terre.

C'est là le but ultime de l'Économie humaine, un cri d'angoisse et d'espérance qui a traversé le siècle et est plus vivant que jamais.

Andrés Lalanne

*Président du Conseil de direction
du **CLAEH**
www.claeh.org.uy*

*Vice président pour l'Amérique latine
du **Réseau international
pour une Économie humaine**
www.lebret-irfed.org*

sés n'ont plus la possibilité d'imposer des réponses, même pertinentes et justes, aux problèmes du monde.

Les problèmes de l'humanité ne sont plus des problèmes Nord-Sud, comme le laisserait croire la manière dont les débats de l'ONU sont conduits et commentés, les interdépendances multiples et la mondialisation y ont mis fin ; ce sont des problèmes communs. Les pays, tous ensemble, doivent en analyser les causes sur la base des enquêtes et des statistiques disponibles, tous doivent écouter les réponses des autres et tous doivent collectivement s'accorder sur des politiques à mener et les actions à entreprendre. Cela n'exclut pas des soutiens divers aux pays les plus pauvres, mais la ligne politique ne peut plus être imposée contre des promesses d'aide.

L'ONU est le cadre où se partagent les connaissances et où se définissent les principes communs ; elle a su donner leur place aux organisations de la société civile comme force de proposition d'idées nouvelles et de pression sur les gouvernements tant pour faire évoluer leurs positions que pour qu'ils mettent en œuvre les décisions qu'ils adoptent. Il lui faut maintenant s'accorder sur la responsabilité sociale des entreprises et établir des principes et des normes en conséquence. Il lui faut s'organiser pour dialoguer avec les autorités locales non seulement parce qu'elles sont de plus en plus impliquées directement dans la coopération internationale, mais surtout parce que c'est au niveau local qu'il est le plus facile aux différents acteurs de la vie économique et sociale de se retrouver pour construire une société plus humaine.

La conversion à l'universel

« Le changement d'optique demandé à [l'humanité] pour sa survie est un changement radical. Si [l'humanité] n'en devient pas capable, [elle] ne pourra que se débattre dans les séries d'oppositions toujours en voie d'aggravation. Impuissant[e] à réaliser son unité, elle sera encore plus impuissant[e] à organiser la paix mondiale dans la collaboration

confiante » des peuples et à pouvoir jouir durablement d'une terre viable. « Le moment approche où il ne sera plus possible [...] de perdre un peu » en sacrifiant le superflu pour les uns ou le désir du superflu pour les autres, « mais de tout perdre », non seulement la possibilité de satisfaire les besoins primaires, mais aussi la liberté de s'épanouir dans les activités de l'esprit et le dépassement de soi. « L'essentiel est une conversion à l'universel » par solidarité entre les hommes et pour chacun d'eux une conversion « au plus être ». L'ONU en a défini les principes avec la Déclaration universelle des droits de l'homme et ses appels à la solidarité. « Le Christianisme [et les autres grandes religions], explicitant les postulats basiques de l'éthique, [ont apporté l'] exigence du respect actif de toute personne et [le] vouloir du bien commun ».

« La solidarité universelle [vis-à-vis des hommes d'aujourd'hui et de ceux de demain] est devenue aujourd'hui si évidente que si [l'humanité], par intérêt cupide perçu seulement dans l'immédiat ou par paresse de penser, refuse de s'y adapter résolument en parole et en actes, [elle sera] inévitablement condamnée. » « À eux seuls les gouvernements n'y sauraient réussir. Il y faut la volonté des peuples entraînés par des forces sociales elles-mêmes éclairées. Ces forces, semble-t-il pourraient rapidement [devenir irrésistibles] si la présentation objective de la conjoncture mondiale et des menaces qui la grèvent était faites à tous les hommes de bonne volonté »

« Notre ambition, en réunissant ce dossier, le cœur chargé d'angoisse, ne fut que de faciliter » cette prise de conscience. Elle fut aussi de témoigner de l'espoir d'une humanité en harmonie avec elle-même et avec la nature qu'annoncent les millions d'hommes et de femmes qui, à travers le monde, expérimentent déjà sur leur territoire des formes d'économie humaine.

Yves Berthelot

6 juin 2012

A nos abonnés



La revue *Développement et Civilisations* est soumise aux mêmes évolutions techniques, éditoriales et financières que toutes les autres revues en France : le passage de certains journaux à la gratuité ; le recul du support papier au profit d'une distribution par voie électronique ; une plus grande interactivité entre revue et lecteurs grâce aux forums de discussion sur le web. Aussi, notre revue vous propose les évolutions suivantes.

L'abonnement à la revue électronique sera gratuit à partir de janvier 2013. S'abonner à une revue est souvent un signe d'appartenance à la famille de pensée incarnée par cette revue. Cette appartenance peut aussi se manifester par un don à l'association servant de support juridique à notre revue.

Nous lancerons donc désormais un appel à don à nos lecteurs. Et comme tout don à une association, ce don ouvre droit à un reçu fiscal et à une réduction d'impôt sur le revenu (66% de la somme versée).

Nous souhaitons qu'un nombre maximum d'exemplaires de la revue soit désormais distribué par voie électronique. Si néanmoins vous préférez recevoir une version papier de *Développement et Civilisations*, merci de nous l'indiquer par un petit mot. Pour les autres, merci de nous indiquer votre adresse mail pour que nous puissions effectuer ce passage du papier à la version électronique.

Le site web www.lebret-irfed.org sera rendu plus interactif. Pour chaque numéro de *Développement et Civilisations*, il sera possible de réagir, de commenter, de compléter.

Avec ces innovations, l'équipe éditoriale espère pouvoir relever certains défis de la publication d'une revue aujourd'hui. Et aborder une nouvelle étape dans l'histoire déjà ancienne de *Développement et Civilisations*. Une étape marquée par l'ambition de tenir notre place dans le débat sur l'économie humaine.

L'équipe éditoriale.

Développement et civilisations est une publication éditée depuis 1972 sous divers noms par l'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed - 49, rue de la Glacière - 75013 PARIS - FRANCE - 33(0)1.47.07.10.07 - contact@lebret-irfed.org
L'association Développement et Civilisations - Lebret-Irfed anime le Réseau international pour une Économie humaine, réseau d'acteurs de développement solidaire présents sur tous les continents.

Directeur de la publication : Yves Berthelot - **Rédacteur en chef** : Antoine Sondag - **Conseil de rédaction** : Claude Baehrel, Yves Berthelot, Vincent Berthelot, Karine Besses, Pierre Chalvidan, Roland Colin, Isabelle Duquesne, Jacqueline Heinrich, Lucien Heitz, Serge Lafitte, Karine Meaux, Marilza De Melo-Foucher, Pierre Vilain.
La reproduction des textes publiés est autorisée à la seule condition que soit clairement indiquée la source, avec les coordonnées de *Développement et civilisations*. Un exemplaire du document reproduisant le texte doit être envoyé à l'adresse de la publication.

Pour soutenir nos actions : chèque en €, CHF ou US\$ à l'ordre de Développement et Civilisations - Lebret-Irfed

Virements bancaires : en France : LA POSTE FR10-2004-1010-1233-2971-2T03-350 (BIC : PSSTFRPPSCE)

ou en Suisse : RAIFFEISEN - Genève, N° IBAN CH41 8018 1000 0074 9583 6 CHF (SWIFT : RAIFCH22)

ISSN 1951-0012 - Imprimerie IGC Communigraphie - St Étienne - 04 77 92 04 80 - Imprimé sur papier recyclé

